

## **Dimanche 31 mars : « Entreprises et économie »**

Tantôt valorisée, tantôt mise à l'index, l'entreprise est au cœur de la vie économique française.

Certains souhaiteraient ainsi qu'elle soit davantage aidée dans le cadre de politiques fiscales et de réglementations sociales plus souples et favorables à sa compétitivité ;

d'autres considèrent au contraire que les avantages accordés sont suffisants voire trop importants et inefficaces, et qu'ils profitent avant tout à des actionnaires plutôt qu'à la croissance du pays.

Les entreprises jouent-elles le jeu ? Faut-il assouplir ou bien rigidifier les conditions d'embauche ? Comment mieux contrôler l'efficacité des aides et des dispositifs d'appui apportés aux entreprises ? La France doit-elle être davantage protectionniste ? Comment sortir du chômage de masse ? Quelles solutions nouvelles ?

### **Quelques chiffres...**

6000 aides aux entreprises – 140 milliards par an (près du triple du budget de l'éducation)

46,5 milliards d'aides pour attirer les investisseurs ou éviter les délocalisations (40 milliards de l'État, 6,5 milliards des collectivités locales) par des subventions à l'installation

Sur les autres aides publiques :

- des baisses de charges sociales (dont ACCRE, CICE (= 20 milliards)...)
- des aides fiscales (crédits d'impôts, TVA réduite bâtiment, restauration...)
- Des aides plus mineures mais reconnues efficaces : les « avances remboursables (0,6%), les garanties d'emprunts (0,4%), les aides à la recherche publique (0,3%), les prêts à taux bonifié (0,1%)

-----

- Quand on observe l'international...
  - En Allemagne, les PME arrivent à devenir des grandes entreprises. Pas en France. Pourquoi ?
  - L'Allemagne taxe plus faiblement que les autres la transmission familiale de l'entreprise ce qui incite les héritiers à conserver les parts dans le cercle familial.
  - En Suisse, les salaires sont plus élevés, les charges sociales sont plus réduites. Au Danemark, la TVA est élevée (25%) mais les charges et les contraintes sur les entreprises sont faibles.
  - Pourquoi les pays du Nord ou la Suisse réussissent alors que notre pays a du mal ?
- Nos entreprises sont sous-capitalisées. Elles sont achetées par d'autres dès que leur succès les amène à grandir. Comment l'éviter ?
  - Il faudrait favoriser / inciter à l'investissement long-terme : c'est-à-dire permettre aux entreprises de se développer sans verser de dividendes. Les français n'ont pas suffisamment la culture de l'investissement dans l'entreprise et trop celle de l'investissement dans la pierre.
  - Il faudrait favoriser le versement des plus-values en parts de capital
  - L'investissement « yo-yo » des traders devrait être défavorisé par rapport à l'investissement sur le moyen-long terme
- Ne pourrait-on réserver les aides aux entreprises qui ont le plus fort potentiel ? Mais inversement, difficile d'accepter que le coût de la main d'œuvre chez Carrefour soit plus ou moins cher que dans une petite entreprise : on ne doit pas avantager l'une ou l'autre (ex. Un CICE réservé aux TPE-PME = difficile / peu juste)
- Il faut avoir des tarifs compétitifs pour vendre et se développer : la modification de fiscalité (réduction de TVA) peut rendre les produits compétitifs.
- On finance des start-up (BPI) qui finissent par être vendues ailleurs : il faudrait davantage de conditions à l'octroi d'aides (pour les récupérer si départ de l'entreprise ailleurs).
- Il faudrait aussi :
  - réduire le nombre d'aides (+ de 6000 aujourd'hui !)
  - simplifier le processus d'octroi (pas 6 mois !)

- conditionner l'octroi des aides au sens du projet (est-ce que ça peut réussir ?) plutôt qu'à des critères trop rigides : quitte à ne voir qu'une entreprise sur dix réussir brillamment
- En France, on tire trop facilement sur ceux qui réussissent
- Tout le monde (Région, Département, Métropole) aide la création : est-ce vraiment normal et coordonné?
- Les aides pour le financement de l'agriculture bénéficient d'un guichet unique (la chambre d'agriculture) et les taux de réussite et pérennité du projet au-delà de 5 ans sont bons. Le guichet unique semble être une vraie solution
- Il faudrait cesser de financer les structures au nombre de dossiers qu'ils gèrent (Pôle emploi) sinon ils ont intérêt à garder des dossiers sous le pied...
- L'Allemagne vend plus cher car plus fiable et plus de valeur ajoutée. C'est un modèle intéressant.
- Et si on imposait aux entreprises d'héberger / parrainer des entrepreneurs (ils auraient intérêt à s'en débarrasser, donc à les faire réussir) ?
- Aux USA, il n'y a pas de protection sociale. Alors ils peuvent financer beaucoup les entreprises. En France, les entreprises ont d'un côté des charges sociales lourdes (pour assurer la protection sociale) qu'ils se font rembourser par... les aides octroyées de l'autre côté pour réduire leurs charges !
- L'État devrait mettre de l'argent en capital dans les entreprises. Parce que son intérêt c'est le long terme.
- L'État peut-il gérer les entreprises ? Peut-être qu'il ne saurait pas (Areva...) mais d'un autre côté, privatiser les autoroutes, les aéroports, etc. alors que ces entreprises gagnent un argent monstre, ce n'est peut-être pas la meilleure idée qui soit !! Le régalien doit rester à l'État, et l'on doit embaucher des gens compétents pour diriger les entreprises « étatisées ».
- Quand elles grandissent, elles deviennent ingérables : faudrait-il limiter la taille des entreprises ?
- L'État peut aussi déléguer des activités importantes, mais définir précisément ses exigences par son cahier des charges puis contrôler la bonne réalisation des activités déléguées.

- Il faudrait un service « privé » de contrôle des administrations. Ou bien que la cour des comptes qui audite les administrations ait pouvoir sur ces administrations pour vérifier ensuite que les préconisations ont été suivies ou que les choses se sont améliorées.
- Les universités ont déjà besoin d'une certification de leurs comptes. Mais par contre, les commissaires aux comptes vérifient les comptes, pas la justesse de la gestion.
- Il faudrait peut-être davantage d' « entreprises partagées » (bénéfices partagés avec les salariés, les fournisseurs, etc.) de type « entreprises coopératives ».
- Il faudrait contrôler les aides apportées pour vérifier leur justesse et leur efficacité. Parce que sinon ça crée la méfiance et... on ne fait plus rien !
- Les banques sont très / trop frileuses. La BPI est-elle vraiment experte dans ses placements ? Ne vaudrait-il pas mieux laisser la main aux vrais investisseurs ?
- L'aide humaine (parrains, pépinières...) est aussi une aide intéressante.
- Les seuils (par ex. au-delà de 49 salariés) sont des marches trop hautes qui freinent les ambitions de développement